

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Uruguay-IVe-Congres-Extraordinaire-du-Frente-Amplio-Vers-la-victoire-sans-rompre-avec-le-neoliberalisme>

# **Uruguay : IVè Congres Extraordinaire du Frente Amplio. Vers la victoire ... sans rompre avec le néolibéralisme**

- Les Cousins - Uruguay -  
Date de mise en ligne : mercredi 7 janvier 2004

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

Par Mario Pieri \*

[Rebélion](#), 30 de diciembre del 2003

[Leer texto en español](#)

**"Ceci est le congrès de la victoire et l'on peut renoncer à tout sauf à la victoire..."**

Cette phrase est celle d'un ancien dirigeant tupamaro [1], aujourd'hui sénateur, Eleuterio Fernandes Huidobro. Il l'a prononcée pour appuyer sa motion faite lors du tout récent congrès du Frente Amplio [2]. Elle proposait de ne pas juger le terrorisme d'Etat appliqué par la dictature militaire (1973-1985). Cela illustre mieux qu'une photo les "temps nouveaux" et la conversion des anciens combattants révolutionnaires au plus implacable "réalisme" politique face à la proximité du "pouvoir" ... et face à ces mille "postes de confiance" dans les ministères, les directions d'entreprises publiques et les organismes étatiques en tout genre qui sont convoités par les cadres, responsables, du Frente Amplio (FA).

L'exemple de milliers de militants et cadres du PT (Parti des travailleurs du Brésil) et de la CUT (Centrale unitaire des travailleurs au Brésil), intégrés aux "responsabilités de gestion gouvernementale", a un impact sur la politique organique du FA et joue un rôle central dans la stratégie que s'est donnée le FA pour accéder au gouvernement du pays.

La toile de fond est constituée par une très grave crise socio-économique qui a profondément érodé la légitimité du "modèle" néolibéral. La crédibilité des deux partis bourgeois (Colorado et Nacional) a été rongée par la victoire populaire sur le Référendum contre la privatisation de l'ANCAP [plus de 62% des votants ont refusé la mesure de privatisation de cette industrie de l'énergie]. De plus, elle est atteinte par l'opinion quasi unanime des analystes, enquêteurs et politologues qui annoncent le triomphe électoral de la gauche aux prochaines élections nationales d'octobre 2004.

Le IV<sup>e</sup> Congrès extraordinaire du Frente Amplio s'est tenu ces 20 et 21 décembre 2003 à Montevideo. Plus de 1400 délégués (sur les 2200 habilités), venant de tout le pays, ont participé aux débats et aux votes.

### **Changement annoncé de gouvernement**

Le fait que le Frente Amplio se trouve sur le seuil du gouvernement n'est pas de peu d'importance. Parce qu'au-delà de la stratégie et du programme de gouvernement que le FA s'apprête à mettre en place en cas de victoire, la bataille électorale fait entrevoir, comme jamais par le passé, la possibilité de déloger une droite politique qui gouverne le pays depuis 170 ans. Cette conviction est tout particulièrement exprimée par les porte-parole néolibéraux et le patronat.

L'hebdomadaire Busqueda [le journal économique de la bourgeoisie], dans son édition du 6 novembre 2003, offrait un résumé des enjeux dans son éditorial : " A quinze mois environ de la fin de son mandat, le gouvernement [3] a commencé à donner cette semaine des signaux d'épuisement politique rendant la concrétisation de grandes réformes structurelles difficile ; mais, gardant l'espoir de parvenir ultérieurement à des accords [avec le FA] sur des modifications de la structure de l'Etat, le gouvernement a annoncé qu'il mettrait en place un agenda sur ce thème, pour que celui-ci soit éventuellement abordé par les autorités en place en mars 2005." [4]

Et dans ce même éditorial, des commentaires du groupe bancaire américain Citigroup étaient rapportés. Selon lui,

"les partis politiques traditionnels ont été incapables d'impulser des réformes visant à augmenter le rôle du secteur privé dans l'économie, comme d'autres pays de la région l'ont fait au cours de la dernière décennie". Pour le groupe financier nord-américain, un gouvernement éventuel du Frente Amplio à partir de mars 2005 pourra "libéraliser des secteurs clés sur lesquels le gouvernement détient un monopole et étendre ainsi le rôle du secteur privé dans l'économie".

Ailleurs encore, dans un séminaire destiné à des universitaires, qui a eu lieu le 5 novembre 2003, un accent particulier a été mis sur la nécessité d'intégrer "définitivement" le Frente Amplio dans le système politique. Un des participants, le politologue et dirigeant d'une firme de sondage César Aguiar a été plus loin en affirmant : "Que peut-il arriver au cas où la gauche ne gagnerait pas les élections ? (...) Dans ce cas, nous assisterons à l'argentinisation ou à la bolivianisation de la politique. Je ne pense pas que le Frente Amplio puisse résister à un échec dans ce climat ; la fragmentation surviendra alors et il ne sera pas possible de discipliner toute la gauche" ... "A son tour celui qui triomphera devra faire face à un gouvernement faible comme celui de Fernando De La Rúa ou de Gonzalo Sanchez de Losada." (Séminaire Busqueda 6.11.03)

Finalement, Ramon Diaz, un fondamentaliste néolibéral (membre de la très exclusive Société du Mont-Pèlerin, fondée par Friedrich Hayek en 1947 en Suisse, au-dessus de Montreux), n'y est pas allé par quatre chemins pour affirmer dans sa chronique hebdomadaire que la gauche "pourrait confectionner un programme beaucoup plus cohérent dans la direction capitaliste que celui qu'aucun parti uruguayen n'aurait pu mettre en oeuvre ni même annoncer"(El Observador Economico, 20.12.03).

C'est dire que la droite politique elle-même, les cercles capitalistes et même les groupes financiers impérialistes se préparent au "changement de gouvernement" face à la crise des partis qui jusqu'à maintenant ont assuré le système de domination. Au cas où il manquait encore un élément, celui-ci s'est imposé cette semaine. En effet, pour 93% des patrons, il ne fait aucun doute que la gauche [le FA] gagnera en 2004 (VIII<sup>e</sup> Enquête annuelle sur l'évaluation des perspectives du commerce).

Un programme "progressiste" sans mesures concrètes Dans le cadre du Congrès (qui n'a pratiquement organisé aucune discussion préalable à la base), trois documents ont été présentés : l'un consacré à la "relation" entre la force politique, le gouvernement, les travailleurs et les organisations sociales ; l'autre se référant à la nécessaire "transparence de gestion" appelé "Lignes de conduite pour la fonction publique" ; et le troisième, le document majoritaire, intitulé "Grandes lignes programmatiques".

Le résultat en faveur du texte majoritaire a été clair : seule la délégation du Courant de gauche a voté contre.

Par conséquent, la porte vers un programme "progressiste" de réformes sans réformes et de contenu social-libéral est grande ouverte. Et comme lors du Congrès du PIT-CNT (centrale syndicale), il y a deux mois, le Congrès du Frente Amplio a fini par confirmer une ligne de collaboration de classe et de non-rupture avec la matrice du programme néolibéral.

Un "pays productif", tel est le slogan. Il faut un gouvernement de "grandes majorités" (travailleurs, couches moyennes, secteurs plus "vulnérables" de la société et entrepreneurs). Ce regroupement, qui gomme tout intérêt et frontière de classe, forme le nouveau "sujet social". Et ce "consensus social" se transforme à son tour en instrument de cohésion politique pour conduire vers un Etat neutre qui remplit sa mission d'articuler des "secteurs sociaux différents dans le cadre d'une cohabitation sociale".

Le document approuvé est un ensemble de bonnes intentions où aucune mesure gouvernementale concrète n'est définie, de manière à ce que l'équipe qui gouvernera ait les mains libres afin de mettre en place les mesures qu'elle

estime les plus appropriées. Pas un seul mot n'y figure sur le relèvement immédiat des salaires et la relance de l'emploi. Y figure encore moins une quelconque intention de s'opposer aux plans d'ajustement du FMI ou au remboursement de la dette extérieure. Comme pour le gouvernement Lula, les "engagements seront respectés".

Pour faire bien, on y lit également de vagues références à la "redistribution des revenus" et à la mise sur pied de programmes d'assistance en direction des plus pauvres. Au Brésil, cela s'appelle le programme "Faim Zéro". A Bogota, ville gouvernée par le social-démocrate Lucho Garzon, cela a pour nom "Un jour sans faim". Dans le futur Uruguay du FA, le conte - inventé par la Banque mondiale - sera qualifié de "Plan d'urgence alimentaire".

De toute façon, toute cette "modération" programmatique n'assure en rien le fait que la campagne électorale sera courtoise. Au contraire, la droite s'apprête à défendre son dernier bastion avec toutes les armes qu'elle a à sa disposition. Comme lors de la campagne sur le Référendum de l'ANCAP, les " rojets nationaux" seront dans tous les débats... comme dans la sale guerre livrée par les médias et les cercles patronaux, qui espèrent, toutefois, pouvoir s'asseoir à la table du "consensus social" dès qu'ils connaîtront le résultat des élections.

La majorité de la direction du FA espère neutraliser l'artillerie lourde de la droite à coup d'"indéfinitions" programmatiques qui empêchent d'ouvrir de petites brèches, comme ce fut le cas en 1999 avec l'impôt sur le revenu. Simultanément, cette direction fera en sorte que la conflictualité sociale soit drainée dans un attentisme électoral, de façon à éviter que ne devienne plus aiguë une lutte des classes correspondant à l'augmentation des revendications élémentaires et urgentes des travailleurs et travailleuses, des chômeurs et chômeuses et des couches populaires qui vivent dans la misère.

### **Débats et tensions lors du Congrès**

Il y avait comme une convergence entre les délégués des Comités de base malgré le manque de discussion participative, large et démocratique au cours de la période pré-congressuelle. Le gros des militants était embarqué dans la lutte contre la privatisation de l'ANCAP. Et les documents, arrivés tard, étaient souvent longs, comme celui de la majorité qui comptait plus de 80 pages. La faible participation au Congrès a également été frappante, par rapport au Congrès précédent où plus de 2200 délégués étaient présents [cette fois, 1400 participèrent].

Le Congrès s'est déroulé sous la forme suivante : réunion de six sous-commissions et ensuite assemblée en plénière où les propositions faites dans les sous-commissions devaient être présentées et soumises au vote. Au cours de tout ce processus, il y a eu quelques moments centraux de débat. Alors s'est développée la bataille entre un programme de gauche et un programme tout juste social-libéral. Mais des propositions telles que celles qui demandaient, sous une quelconque forme, le non-paiement de la dette extérieure ou le conditionnement de celle-ci à certains indicateurs sociaux sont restées lettre morte. On n'a également pris aucune position claire contre l'ALCA [Zone de libre-échange des Amériques]. Et aucune proposition de réforme agraire n'a pu prendre corps.

Pour ce qui a trait à la défense des droits humains, l'abrogation de la Loi d'Impunité [qui protège les militaires assassins de la période dictatoriale] n'a pas été approuvée. Cette requête de dérogation est l'oeuvre historique des organisations qui se battent pour le respect des droits humains, contre une loi qui protège les violeurs, les tortionnaires et les assassins de la dictature.

Celui qui a joué un rôle central dans le blocage de cette initiative a été l'ex-guérillero et actuel sénateur Eleuterio Fernandez Huidobro. Il a utilisé l'argument de la peur qui continuait à exister [face à une potentielle répression militaire] et il a souligné que les forces politiques s'étaient engagées face aux militaires à ce que la loi soit respectée.

Quoi qu'il en soit, la motion (présentée par notre camarade Hugo Cores), appuyée par l'aile gauche du Congrès, le

Parti pour la victoire du peuple, le Mouvement du 26 mars, le Courant de gauche, l'Union des jeunes communistes (qui a récemment rompu avec le Parti communiste en raison de sa politique d'alignement sur la majorité de la direction du FA), ainsi que par les Comités de base de Montevideo et de l'intérieur du pays, a tout de même obtenu 569 voix (contre les 746 de la majorité), en session plénière du Congrès.

Dans le domaine de la réforme éducative imposée par le BID [Banque interaméricaine de développement], les secteurs modérés ne sont heureusement pas parvenus à imposer leur proposition (qui a été défendue par la secrétaire générale du PC, Marina Arismendi, la fille du dirigeant historique des années 1960). C'est finalement la proposition qui avait été approuvée par le Congrès précédent - et qui se trouve en claire opposition avec cette contre-réforme - qui est restée en vigueur.

Deux propositions concrètes, l'une qui rétablissait les primes de fin d'année pour les retraité.e.s et les pensionné.e.s (étrennes qui avaient été supprimées pendant la dictature) et l'autre qui proposait l'alignement du salaire minimal national sur la valeur du panier de la ménagère de base (environ 230 dollars US) ne sont pas parvenues à être approuvées à une majorité des deux tiers. Ceux qui ont joué un rôle central dans le refus de cette proposition sont la Vertiente Artiguista [5] et le Parti communiste.

N'a également pas passé la rampe une proposition de l'abrogation de la loi 16713 qui a établi la privatisation de la sécurité sociale (des AFAPs - administration des fonds de retraite) imposée par la BID, l'augmentation du nombre d'années de travail pour disposer de l'ouverture du droit à toucher une retraite, ainsi que la réduction d'autres droits des retraités et des pensionnés. Tout cela s'est fait alors que, pourtant, dans le document approuvé en session plénière, il est écrit : "Et tout comme la réforme politique s'est soldée par un échec, il en a été de même pour les réformes de la sécurité sociale, de l'éducation et de l'Etat qui ont été introduites par la main néolibérale."

Le résultat du Congrès du FA permet à l'équipe qui gouvernera de garder les mains libres pour pouvoir agir comme elle l'entend, sans engagements substantiels auprès de ceux qui forment aujourd'hui la base sociale de la gauche : ce sont les classes populaires, les exploités, les chômeurs, les marginaux et les pauvres, c'est-à-dire ceux et celles qui ont fait avancer la résistance et les luttes sociales et s'opposent au programme et à la stratégie néolibérale.

Ceux face auxquels on a en revanche pris un engagement, ce sont ceux qui sont intéressés à ce que la dette extérieure soit payée, c'est-à-dire les organismes financiers internationaux, les banquiers, les détenteurs de titres (obligations), et les entrepreneurs qui eux ne prennent aucunement engagement pour augmenter les salaires et les primes, ainsi que les militaires qui, bien qu'ils aient violé les droits humains, ont obtenu qu'on ne déroge pas à la Loi d'Impunité.

### **La gauche radicale**

Pour le Courant de gauche, il était clair qu'il n'existait pas de possibilité de modifier l'orientation social-libérale majoritaire. Dans ce sens, le fantasme d'une "bataille" autour de la ligne programmatique du Frente Amplio n'a jamais été au centre des préoccupations.

Dans cette période d'offensive néolibérale, au cours de laquelle les directions majoritaires de la gauche traditionnelle s'adaptent à une politique de "concertation" avec la bourgeoisie et l'impérialisme (voir les exemples du PS chilien et du PT brésilien), notre pari était de faire des pas en direction du renforcement d'une aile de gauche et d'accumuler des forces dans une perspective de rupture à long terme avec la politique néolibérale.

C'est dans ce sens que nous avons présenté lors du IV<sup>e</sup> Congrès du Frente Amplio une proposition programmatique intitulée : "Mettre en déroute la droite et en finir avec le cycle néolibéral. Pour un Programme d'urgence sociale

démocratique, radical, populaire, anticapitaliste et anti-impérialiste"] qui plaçait au premier plan les besoins des masses laborieuses et des pauvres. Cette proposition programmatique résumait les expériences de lutte et les résistances au néolibéralisme.

Nous avons pris des initiatives sur des thèmes tels que le non-paiement de la dette, le combat contre l'ALCA, la lutte contre toutes les privatisations, l'abrogation de la Loi sur l'Impunité, la nationalisation du système bancaire et du commerce extérieur, et la suppression du secret bancaire. Avec cette aile gauche, on est parvenu à des accords sur des points tels que les droits humains, la défense nationale et l'éducation. Mais sur des thèmes tels que la dette extérieure, sur lesquels les différents groupes ont tous essayé de se profiler, on n'est même pas parvenu à faire passer la motion devant la séance plénière du Congrès.

Le défi face auquel nous nous trouvons maintenant est que cette aile gauche qui, de façon naissante, a agi au Congrès ne reste pas piégée dans les pressions électoralistes et dans les illusions que l'approche de "notre gouvernement" générera logiquement. Et, fondamentalement, il faut que celle-ci s'organise en vue d'une intervention unitaire dans les luttes populaires aux côtés des mouvements qui résistent et d'une gauche politique et sociale qui, même si elle est encore minoritaire, se construit en dehors du cadre dudit large-frontisme organique.

Pour ce qui est de son adaptation au système, la voie social-libérale choisie par le noyau dirigeant du FA est irréversible. Cependant sur le terrain populaire, le FA continue à être l'unique espoir qu'un gouvernement de gauche puisse faire accélérer les choses, alors que le noyau dirigeant de son côté a déjà tiré le rideau sur tout programme de transformations réelles. Pour la gauche radicale, il ne s'agit pas seulement d'intervenir de façon critique dans ce processus qui s'ouvre, mais aussi de se mettre à construire, dès maintenant et en lien avec les mouvements sociaux, l'alternative révolutionnaire. Et ce dans la mesure où aucune illusion sur le futur à court et moyen terme ne peut être nourrie.

\* **Mario Pieri**, est membre de la Direction nationale et de la Commission politique du Courant de Gauche du Frente Amplio. Il fait partie de la Commission programmatique du Front.

**Traduction** : A l'Encontre.

*Post-scriptum* :

**Notes** :

---

[1] Dans le grand public d'Europe occidentale, le mouvement tupamaro a été connu grâce au film de Costa Gravas, *Etat de siège*. Le Mouvement de libération nationale MLN Tupamaros a été fondé en 1962 dans un quartier populaire de Montevideo, la Teja. Le terme tupamaro est une déformation de « Tupac Amaru », nom adopté par un descendant de l'inca Tupac Amaru Ier - assassiné par les Espagnols en 1572 ; son descendant du nom de José Gabriel Condorcanqui a aussi combattu les colonisateurs espagnols et a été exécuté à Cuzco en 1781. Ce mouvement s'est rapidement engagé dans une orientation de lutte armée. Dès 1963, il envahit le « Tiro Suizo » (stand de tir suisse de Colonia, petite cité au bord du bras de mer séparant l'Uruguay de Buenos Aires). Ce fut la première opération visant à s'emparer d'armes. De 1963 à 1970, le mouvement est clandestin. En octobre 1970, son principal dirigeant Raul Sendic est arrêté. Plus de 110 prisonniers s'enfuirent de la prison de Punta Carretas, en plein Montevideo, aujourd'hui transformée en un supermarché. En septembre 1972, Sendic sera arrêté à nouveau et sera prisonnier, en isolation complète, jusqu'en 1985. L'essentiel de son emprisonnement se fera au sein de casernes de l'armée. La dernière année, il sera transféré dans une prison se trouvant dans une zone déserte appelée, de façon plus qu'ironique, la prison de la liberté. Il sortit de prison fort malade. Il mourra le 28 avril 1989 à Paris à la Clinique Edouard Rist à l'âge de 64 ans. La trajectoire de Sendic indique le profil des Tupamaros. Il fit des études dans la zone rurale. A l'école secondaire, il organisa un mouvement étudiant et publia un journal intitulé *Rebeldia*, avec son frère Alberto. Il fit des études de droit. Puis il milita dans la jeunesse du Parti socialiste qui, en Uruguay, comme au Chili, se trouvait à gauche du PC.

Au cours des années 1950, il s'intégra au mouvement paysan, participa à des occupations de grandes propriétés, fut arrêté. Il organisa, entre autres, des travailleurs du sucre. Il fut toujours l'objet d'une répression de la part des classes dominantes uruguayennes et de leur appareil militaire. Le Mouvement de libération nationale posait de façon plus ou moins articulée la question de l'indépendance face à l'impérialisme (d'où l'utilisation symbolique du terme tupamaro), à partir d'une forte connotation analytique dépendantiste, et celle des luttes sociales. Le MLN a influencé toute une génération qui se démarquait de la stratégie du PC uruguayen des années 1960, un PC dont le principal dirigeant, Arismendi, présentait une orientation réformiste avec des accents apparemment sophistiqués empruntés, entre autres, à une sous-version de Gramsci et Togliatti, créateurs et dirigeants du PC italien ; le premier n'est pas à confondre avec le second ! (N.d.T.)

[2] Front ample, réunissant la quasi-totalité des forces de la gauche en Uruguay (N.d.T.)

[3] le président Jorge Battle Ibanez a été élu en novembre 1999 avec 51,59% des voix et a pris ses fonctions en mars 2000 (N.d.T.).

[4] Il y a là une analogie avec les accords passés en octobre 2002 entre le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso, le grand capital, le FMI et le candidat Lula (N.d.T.)

[5] Référence à José Artigas né en 1764 et qui mourut en 1850, la même année que le grand libérateur José de San Martin ; les Uruguayens le reconnaissent comme le père de la patrie ; il conduisit des batailles aussi bien contre les Espagnols, les Portugais que les Anglais